

La voix de l'Opposition de gauche

TSCG. A chacun sa pétition. Les staliniens au chevet de l'Etat.

21 juillet 2012

L'Humanité part en guerre contre le Pacte budgétaire européen. Le quotidien communiste a lancé une pétition pour '*exiger un référendum*' sur le traité pour la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) dans son édition du vendredi 20 juillet. '*Pourquoi le traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire? le TSCG est-il caché aux citoyens de l'Europe??*', interroge d'emblée l'Humanité.

Le quotidien rappelle que '*François Hollande s'était engagé à renégocier le pacte budgétaire rédigé par Nicolas Sarkozy et Angela Merkel*' et que les communistes considèrent comme '*la bible de l'austérité budgétaire à perpétuité*'. '*Il en sera fini du droit essentiel des parlements nationaux de décider du budget des Etats*', martèle l'Huma'. Le quotidien appelle donc à mener campagne avec le texte de la pétition afin de rappeler que '*seul le peuple souverain peut décider de son avenir*'. (lemonde.fr 20.07)

Ce qu'il y a de biens chez les staliniens, c'est qu'on n'a pas besoin de se creuser la tête pour trouver la faille de leur argumentation, puisque les contradictions y apparaissent ouvertement.

Il y en a qui vont se féliciter de cette initiative, certains diront "*mieux vaut tard que jamais*", c'est obligatoire, ils sont impayables. On pourrait se dire, un référendum, pourquoi pas, nous ne sommes pas contre en principe. Par contre, là où il y a problème, c'est sur quelle orientation, dans quel objectif ?

Que dit l'Humanité qu'il "*en sera fini du droit essentiel des parlements nationaux de décider du budget des Etats*", diantre, à croire que les parlements nationaux voteraient des budgets favorables aux travailleurs, on ne s'en était jamais aperçu, eh oui, il est là le lézard camarades ! Il s'agirait donc d'un référendum qui aurait pour objet de renforcer l'Etat, de voler à son secours au moment où les masses le rejettent (l'abstention du 17juin).

Je m'excuse de me répéter mais cela semble nécessaire, on va affiner notre analyse ou point de vue : avec ou sans TSCG, avec ou non l'euro, avec ou non une banque centrale indépendante de la BCE, chacun d'entre vous a pu constater que la Grande-Bretagne applique la même politique d'austérité que les gouvernements des pays de la zone euro, elle est même en avance sur eux dans bien des domaines, ce qui signifie que s'en tenir à la sortie de l'euro, de l'Union européenne, au rejet du TSCG et du MES, à la rupture avec la BCE et le FMI sans remettre en cause les institutions de la Ve République revient en réalité politiquement à laisser les mains libres à ceux qui nous gouvernent et détiennent le pouvoir.

Oui, vous avez bien lu, j'affirme que ce que l'on vous propose, du POI à l'Humanité en passant par Attac et la fondation Copernic revient à ce qui vient d'être décrit. Appelez cela comme vous voudrez, une impasse politique, un soutien camouflé au régime, une manipulation des masses, le témoignage de l'incurie politique de nos dirigeants, de leur complicité avec l'Etat, etc.

Les maîtres du monde qui sont aux commandes à Washington savent pertinemment que tous les gouvernements en Europe leur sont acquis, ils savent aussi qu'ils ont à gérer des contradictions sur le plan social. Dès lors leur tâche consiste à les aider à réduire ces contradictions conformément à leurs propres intérêts, si possible sans que ces gouvernements ne se coupent entièrement des masses exploitées, auquel cas leur plan pourrait capoter ou ne serait pas appliqué jusqu'au bout, car sous la pression populaire ils pourraient être tentés de faire marche arrière, ce qui créerait à la fois un affreux contretemps et serait un exemple désastreux.

Aussi, le TSCG est un instrument pratique comme un autre, qui une fois ratifié leur permettra de se dédouaner de toute responsabilité dans la mise en oeuvre d'une violente politique d'austérité qui apparaîtra comme imposée de l'extérieur, par la troïka (CE, BCE, FMI) ce qui permettra à ces gouvernements de tenir un double langage face à leur population pour en conserver le contrôle, et de regretter d'être obligé d'en passer par là pour éviter le pire, puisque pire il y a toujours, il suffit de lui rappeler constamment pour la calmer ou l'endormir et la boucle est bouclée.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est tout d'abord que tous les gouvernements et leurs oppositions officielles sont favorables à cette politique, le consensus est total sur cette question. Maintenant, comme elle est si brutale et frappe toutes les couches de travailleurs du pays, il serait difficile ou voire impossible à un gouvernement de la revendiquer ouvertement sans que la lutte des classes s'emmêle, au risque que les travailleurs réalisent leur unité contre l'Etat ou le régime, quelle horreur ! le TSCG et l'UE ont pour unique fonction de parer ou contourner cet obstacle, de préserver les apparences autant que faire se peut pour garantir tout de même la stabilité du régime qui en dernier ressort demeure la limite à ne pas franchir sous peine de prendre le risque de tout perdre.

Ainsi le TSCG n'est pas seulement une arme de guerre du capital contre le travail, il est surtout un moyen politique permettant à l'aristocratie financière de parvenir à ses fins tout en préservant ses arrières sur le plan politique, ce qui est d'autant plus facile que l'alternance au pouvoir du parti de l'ordre et de son supplétif social-libéral est bien rôdée et fonctionne à merveille, tandis que l'opposition officielle dite de gauche, les satellites du PS, est également vendue, quant à la véritable opposition de gauche, elle est quasi inexistante dans le pays, divisée et totalement inaudible.

On aurait pu très bien dire d'emblée pour prendre le langage des ouvriers, qu'ils n'en ont rien à foutre que vous soyez contre le TSCG, du moment que vous ne faites pas le lien avec l'Etat ou la question du pouvoir politique qu'il incarne. Car en réalité, le TSCG s'inscrit dans le prolongement des politiques qui ont été menés par tous les gouvernements depuis plus de trente ans.

Pourquoi nos dirigeants ne peuvent-ils pas s'en tenir à ce constat ou tenir ce discours ? Demandez-leur.

Cela les obligerait à reconnaître la véritable nature politique du PS notamment, cela les obligerait à engager le combat contre le gouvernement, à axer leur combat politique contre l'Etat, Etat auquel sont liés les syndicats, syndicats auxquels ils sont eux-mêmes liés organiquement, en un mot, il leur faudrait rompre avec l'Etat, les appareils du PS et leurs satellites ainsi que ceux des syndicats, ils en sont incapables et ne l'envisagent pas, car il faudrait que ces partis changent du tout au tout, etc. voilà tout.